



TRAVAIL EN ACTION

Ethique et travail social **Edouard Delruelle**

Groupe & Société
Publication pédagogique d'éducation permanente



C.D.G.A.I.

CDGAI

Centre de Dynamique des Groupes et d'Analyse Institutionnelle asbl

Publication pédagogique d'éducation permanente



Éthique et travail social

Auteur

Edouard Delruelle

Professeur de philosophe politique

Concept et coordination

Marie-Anne Muyshondt - CDGAI

Collection Travail en action - 2015

Éditrice responsable : Chantal Faidherbe

Présidente du C.D.G.A.I.

Parc Scientifique du Sart Tilman

Rue Bois Saint-Jean, 9

B 4102 - Seraing - Belgique

Graphisme : Le Graphoscope

legraphoscope@gmail.com

TRAVAIL EN ACTION



Les publications pédagogiques d'éducation permanente du CDGAI

La finalité de ces publications est de contribuer à construire des échanges de regards et de savoirs de tout type qui nous permettront collectivement d'élaborer une société plus humaine, plus «reliante» que celle qui domine actuellement. Fondée sur un système économique capitaliste qui encourage la concurrence de tous avec tous et sur une morale de la responsabilité, notre société fragilise les humains, fragmente leur psychisme et mutile de nombreuses dimensions d'eux-mêmes, les rendant plus vulnérables à toutes les formes de domination et oppression sociétales, institutionnelles, organisationnelles, groupales et interpersonnelles.

La collection Travail en action

Champ hautement investi socialement et économiquement aussi bien au niveau sociétal qu'institutionnel, organisationnel, groupal et individuel, le travail, ou notre absence de travail, s'impose dans notre environnement comme une manière de nous définir, de structurer nos vies, notre temps, nos espaces. Il peut être source de notre emprisonnement mental et physique ou terrain propice à nous émanciper individuellement et collectivement.

Ces publications proposent une lecture critique du travail sous le prisme de la souffrance qui peut en résulter. Tout en se voulant dénonciatrices des mécanismes structurels qui produisent insidieusement ces souffrances, elles sont des grilles de lecture de l'expérience vécue ou écoutée par les acteurs des secteurs sociaux, socioculturels, de la santé et de l'économie sociale, dans l'intention d'initier ou de renforcer des cheminements individuels et collectifs vers des issues possibles.

CONTEXTUALISATION ET NOTE D'INTENTION

◆ En 2014, interpellés par les changements professionnels que vivent les travailleurs sociaux, le C.D.G.A.I. et l'Etablissement d'Enseignement de Promotion sociale C.P.S.E. se sont associés afin d'organiser une matinée visant à éclairer, sensibiliser et impulser une réflexion collective autour des changements dans le travail social. Environ 150 participants ont contribué à la richesse de cette journée de réflexion collective : travailleurs sociaux, enseignants de Hautes écoles, étudiants, assistants sociaux, etc.

Cinq ateliers, partant des interpellations des participants lors de l'échange de questions/réponses, ont ensuite favorisé un processus réflexif permettant de lancer des pistes d'actions susceptibles de répondre aux questions qu'ils ont rencontrées dans le cadre de leur activité professionnelle. Ainsi, ils ont tenté d'identifier les stratégies face à la souffrance éthique et les pistes de solution envisageables. Ils ont mis en avant que si les stratégies individuelles répondaient à la souffrance éthique (stratégies d'adaptation), elles n'ont cependant aucun effet sur les causes de cette souffrance. La question devient alors : comment passer des stratégies individuelles à des stratégies collectives ? Ne devrions-nous pas parler de «souffrance éthique» ou «d'éthique en souffrance» ?

◆ Le 24 octobre 2015, le C.D.G.A.I. a poursuivi les pistes ouvertes lors de la matinée du 4 octobre 2014, en collaboration cette fois avec la Haute Ecole de la Province de Liège, Campus 2000. En se référant au document «Ethique dans le travail social. Déclaration de principe» , le C.D.G.A.I. a choisi de développer une des pistes de réflexion-action des participants à la matinée du 04.10.14 : la problématique de la conscience éthique dans le travail social.

Edouard Delruelle politise ici les problèmes soulevés dans le travail social comme étant éthiques. Cela ne veut pas dire «faire de la politique» mais «placer les problèmes à un niveau politique où chacun fait ses choix et se détermine». Il distingue tout d'abord la morale de l'éthique, pour ensuite, évoquer les tensions auxquelles les travailleurs sociaux sont souvent confrontés. Penser l'Etat social, relever les défis et la mutation de l'Etat social, lui permettent enfin d'identifier quatre pistes de réflexions parmi lesquelles l'organisation, en Belgique, d'Etats généraux du Travail social pour croiser à la fois les problèmes et les solutions.

PUBLICS VISÉS

◆ Acteurs et actrices de l'animation, de l'éducation, de l'enseignement, de la formation, des soins de santé, de la culture, du social, de la prévention, de la sécurité ; de l'accompagnement psychologique, social et psychosocial ; de la coordination, de l'encadrement institutionnel.

SOMMAIRE

Préambule	7
Éthique, souffrance et plaisir au travail	8
Penser l'État social	12
Défis et mutation de l'État social	19
Pistes	21
Notes	23
Bibliographie	25

TRAVAIL EN ACTION

PRÉAMBULE

Nous souhaiterions faire une petite précision qui n'est pas une précaution oratoire : nous ne sommes pas psychologue, ni sociologue, mais philosophe du politique. Ce sont les questions politiques qui nous intéressent. Nous allons donc parler des questions éthiques mais nous allons politiser les problèmes soulevés dans le travail social comme étant éthiques. Cela ne veut pas dire «faire de la politique» mais «placer les problèmes à un niveau politique où chacun fait ses choix et se détermine». Dans notre travail, nous sommes amenés à comprendre la dialectique entre «inégalités sociales» et «tensions identitaires et culturelles». Nous estimons que là, nous sommes au cœur de certains problèmes qui se posent pour les travailleurs sociaux.

ÉTHIQUE, SOUFFRANCE ET PLAISIR AU TRAVAIL

Nous pensons qu'il est d'abord important de bien comprendre ce qu'il y a derrière les mots, et ici en l'occurrence, de distinguer la morale et l'éthique. Une des définitions de la morale est qu'elle recouvre les normes et les valeurs de conduite (juridiques, déontologiques,...). Les questions qui se posent sont donc des questions de justice, de rapport aux autres : «Comment je me comporte avec les autres ? Quelles sont les normes et les valeurs qui me permettent de me comporter correctement avec les autres dans mon métier ou dans ma vie privée ?» L'éthique, c'est le rapport à soi-même : «Comment je me considère par rapport à moi-même ?» L'éthique est un style d'existence : «Comment je me comporte ? Comment je construis ma subjectivité ? Comment je construis mon mode d'existence ? Quel est le mode de subjectivation ? Comment je deviens un sujet acteur de ma vie et comment je me comporte par rapport à moi-même ?» Plutôt que la question de la justice, l'éthique sera une question d'authenticité. «Suis-je dans l'authenticité ? Suis-je en accord avec moi-même ? Puis-je me regarder dans la glace ?» Morale et éthique sont donc deux dimensions de la même chose que nous pouvons analytiquement distinguer.

Quels peuvent être les facteurs de souffrance éthique ? Je vais en distinguer trois.

La première, c'est la mise à l'épreuve de notre conscience morale. C'est-à-dire, de faire des choses que nous réprouvons personnellement. Cela peut être : poser des actes nocifs pour autrui (par exemple, faire des contrôles des individus avec des sanctions qui peuvent être nocives pour autrui) ; exécuter un ordre qu'on réprouve ; être confronté à des comportements que l'on désapprouve (exemple : avoir à faire à un allocataire social ou à un collègue qui a des comportements par exemple sexistes, racistes, dogmatiques...).

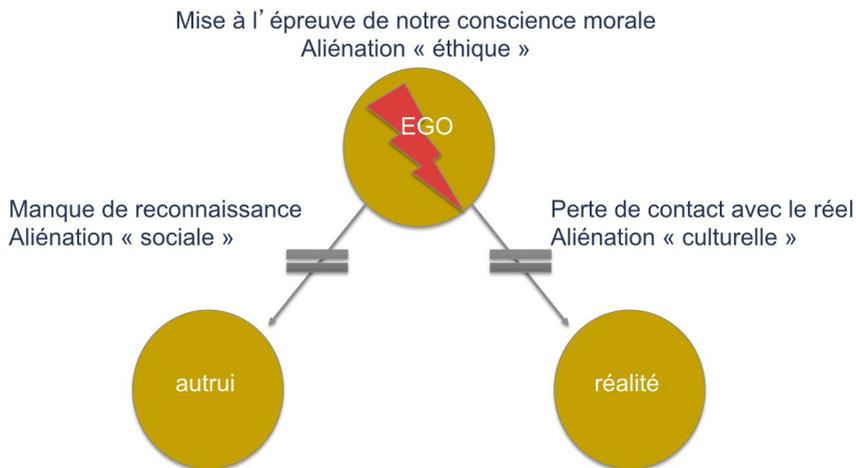
Un deuxième type de souffrance, c'est le manque de reconnaissance au travail. Cela peut être au niveau salarial (on estime être mal payé pour ce que l'on fait), au niveau statutaire (on a un statut que l'on estime inférieur à celui qu'on devrait avoir ; on a un contrat CDD au lieu d'un CDI, ...), ou symbolique (jamais de félicitations de la part du supérieur hiérarchique ; les collègues ne reconnaissent pas la valeur de votre travail ; le déficit de légitimité du travail social dans la société...).

Ces deux premières souffrances sont assez connues. Il y en a une troisième qui est peut-être moins thématifiée, c'est la rupture de sens du réel. C'est lorsque dans votre travail, vous êtes mis dans des conditions telles qu'il est impossible de faire du bon travail. Il y a des règles de l'art que l'on a apprises, bien connues dans son métier, et qu'il n'est pas possible d'appliquer parce que les objectifs d'efficacité sont extrêmement importants. Pour sortir complètement du travail social, ce serait par exemple, la souffrance d'un électricien qui ne peut pas faire un beau tableau électrique parce qu'on lui demande d'aller trop vite, ce qui aboutit à un résultat non satisfaisant, voire dangereux. Cela peut être aussi lorsqu'on empêche toute créativité ou innovation dans le travail, que l'on est astreint à un travail extrêmement routinier et segmenté. C'est aussi lorsque la hiérarchie est complètement coupée de la base, et donc qu'entre les deux, il y a une dissociation complète, les objectifs de la hiérarchie ne correspondant absolument pas à ce qui se passe sur le terrain¹. Là aussi, il y a beaucoup de souffrance, celle d'avoir l'impression d'être soi-même dans le réel et de recevoir des ordres complètement coupés de la réalité. Par exemple, des logiques gestionnaires, des règles de comptables avec des objectifs qui à un moment donné sont complètement en dehors de la réalité².

Nous pourrions thématifier cela à partir d'un psychologue du travail dont l'analyse est très intéressante et très forte philosophiquement, c'est celle de Christophe Dejourné³ (2015). Il propose un triangle entre «soi (ego)», «autrui» (les collègues, la hiérarchie, etc.) puis le «réel (réalité)» (cf. schémas).

1. Les notes se trouvent à la fin de la publication.

ÉTHIQUE ET TRAVAIL SOCIAL



L'« aliénation éthique », c'est la mise à l'épreuve de notre conscience morale, le rapport à soi, ce que l'on éprouve à propos de ce que l'on fait. Le manque de reconnaissance se situe dans notre rapport à autrui : on n'est pas reconnu dans ce que l'on fait par la société en général, ou par ses supérieurs ou ses collègues, voire même par les gens avec qui l'on travaille, par exemple, des allocataires sociaux. Ensuite, il y a la perte de contact avec le réel, nous parlerons ici d'« aliénation culturelle », c'est-à-dire lorsqu'on est mis dans une situation de travail dans laquelle on n'a plus l'impression d'être en contact avec la réalité, ou en tout cas, pas la même que celle de l'organisation pour laquelle on travaille, ou pour sa hiérarchie.

Christophe Dejours dit : lorsque les deux formes de souffrance, le manque de reconnaissance, et la perte de contact avec le réel, se cumulent, les gens sont dans des problèmes psychologiques professionnels graves, c'est à partir de là qu'on a des *burn out*, des dépressions, parfois même des suicides au travail⁴.

Parce que dans ces situations-là, on a l'impression que le rapport avec les autres est complètement abîmé et que le rapport au réel est également brisé. Les problèmes psychologiques commencent évidemment à être importants, d'autant plus si on y ajoute l'aliénation éthique. Ce qui est très souvent le cas lorsqu'on a le sentiment que l'on n'est pas reconnu, et qu'on est dissocié de la réalité. Avec ce paradoxe qui est bien connu également, c'est que les formes les plus aigües de souffrance au travail affectent le plus souvent les travailleurs les plus solides, c'est-à-dire, ceux qui s'impliquent le plus, qui croient le plus à leur boulot. Ce sont eux, évidemment, qui vont ressentir le plus le manque de reconnaissance, d'être coupé du réel ou de devoir faire des choses qu'ils réprouvent. Les gens qui se suicident au travail, ce n'est donc pas du tout les «bras cassés», où ceux qui sont d'habitude «mal dans leur peau», ce sont au contraire des personnes qui étaient extrêmement motivées et dynamiques dans leur boulot.

Nous pensons qu'aujourd'hui, les travailleurs sociaux sont souvent désorientés par deux choses qui parfois se cumulent :

- D'une part, les injonctions d'efficiences qui mettent le travailleur social dans une logique de «guichet» face aux allocataires : on reçoit des dossiers individuels et il s'agit de traiter le plus de dossiers possibles, dans une logique qui est souvent de contrôle, voire de sanction. Nous voyons tout de suite la dissociation par rapport à l'engagement, l'implication, l'aide aux personnes qui était au départ la motivation du travailleur, qui se trouve à présent dans une logique d'efficiences ;

- D'autre part, toutes les tensions interculturelles : lorsque les travailleurs sociaux sont face à des attitudes racistes, soit contre les immigrés, soit qu'il s'agisse de phénomènes de racisme entre les groupes migrants eux-mêmes⁵ ; ou encore, des attitudes sexistes, des exigences identitaires ou communautaires... Nous voyons qu'en plus de l'injonction d'efficiences, le travail devient à ce moment-là difficile.

Nous essayons ici de sortir un peu des questions proprement éthiques pour en arriver au problème politique. Mais les deux sont liés. Nous avons de plus en plus une dialectique négative, un rapport négatif, entre les inégalités sociales qui s'accroissent, les tensions identitaires qui sont de plus en plus fortes également, et le travail social qui devient de plus en plus difficile. Une sorte de cercle vicieux entre ces deux dimensions de l'existence, qui sont d'un côté les dimensions objectives, matérielles (position sociale, revenus, place dans la société) et de l'autre, les dimensions subjectives, imaginaires (comment les individus construisent leur identité culturelle). Selon nous, il n'y a pas de causalité de l'un sur l'autre, ce n'est pas le matériel qui détermine notre imaginaire, ni l'inverse, c'est une circulation entre les deux. Une surdétermination, diront certains philosophes.

PENSER L'ÉTAT SOCIAL

Maintenant, si l'on veut penser l'État social, fort analysé par les juristes (le droit social), les sociologues (beaucoup de connaissances autour du travail social), il est très peu pensé par les philosophes. Il existe deux ouvrages en français qui sont assez connus, mais nous sommes en désaccord avec ces analyses. Il s'agit d'un classique de François Ewald «L'État-providence⁶» (1986) qui va définir l'État social à partir de l'assurance, de la société assurantielle, c'est-à-dire du fait qu'il y a le système assurantiel de protection sociale (chômage, pension, assurance-maladie). On l'appelle le système bismarckien, du nom du chancelier Bismarck, qui au début du 20^e siècle, en Allemagne, a été le premier à mettre en place des systèmes assurantiels.

Et puis, il y a le livre d'Alain Supiot (juriste) : «L'esprit de Philadelphie⁷» (2012). Celui-ci voit l'État social comme un projet moral fondé sur les principes intangibles de solidarité et de justice, à partir desquels il faut porter assistance aux plus faibles.

Supiot définit l'État social à partir de la société assistantielle, faite d'assistés, qui est plutôt la logique anglo-saxonne de Beveridge, lorsqu'à la fin de la guerre Beveridge a mis en place des systèmes assistantiels. Personnellement, je pense que l'État social est autre chose : une politique qui va bien au-delà de l'assurantiel, qui est bien plus que de protéger les individus lorsqu'ils ont des accidents dans la vie. Il s'agit d'autre chose «qu'assister les gens», l'État social est un projet global d'émancipation.

Évidemment, il y a la protection sociale, la couverture des risques, mais depuis 1945 au moins, l'État social va également avoir une attention à la qualité de vie et à la participation à la vie sociale de tout le monde. L'État social est indissociable d'une redistribution, via la fiscalité (et notamment via l'impôt progressif), et d'une politique de stabilisation économique par une politique monétaire dans laquelle on va essayer de stabiliser l'économie pour qu'il n'y ait pas de grande dépression et de grand choc comme on en avait connu, par exemple, au moment du crash de 1929, et comme on l'a connu, mais amorti, en 2008 et 2011. Selon la thèse du sociologue Gosta Esping-Andersen⁸, il s'agit également d'une politique de «dé-marchandisation», c'est-à-dire, soustraire les individus les plus vulnérables aux forces du marché. Par exemple, les enfants (avec l'enseignement gratuit et obligatoire), les malades, les chômeurs, les personnes âgées (avec les retraites). L'État social va soustraire les plus fragiles à la concurrence des individus les uns contre les autres.

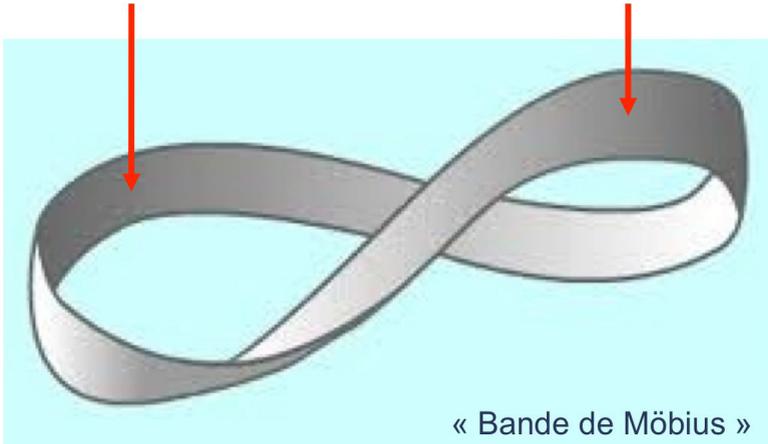
Nous pensons qu'il y a également le «dés-encastrement». C'est-à-dire, sortir les individus des encastres familiaux, patriarcaux, communautaires, dans lesquels ils pouvaient se trouver. Les années fastes de l'État social, 1945-1975, ce sont tous les grands combats pour l'égalité femme-homme, pour sortir d'un certain carcan de la religion (ce qui ne veut pas dire évidemment «contre la religion, ou les croyances en général», mais contre les carcans de la religion, notamment moraux), les carcans de la nation, etc. Cet objectif de dés-encastrement, de libération de l'individu, a été bien mis en évidence par une philosophe américaine, Nancy Fraser, notamment dans son très bel article «Marchandisation, protection sociale et émancipation»⁹(2010).

Et signalons également ce très beau livre «Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution¹⁰» (2005). Cette auteure s'intéresse aux liens entre les luttes culturelles et féministes, les luttes anti-racistes et les luttes sociales. Elle le fait à partir du concept de parité et de participation, en disant qu'une politique de justice sociale, c'est essayer d'arriver à une parité, une égalité de participation des individus. Ceci nous semble être le cœur de l'État social.

ÉTHIQUE ET TRAVAIL SOCIAL

dimension « objective »
+ solidarité
(dé-marchandisation)

dimension « subjective »
- identités
(dés-encastrement)



Avec une sorte de dialectique positive, de cercle vertueux qui doit normalement se mettre en place entre plus de solidarité, et donc moins d'enfermement dans les identités collectives, et une dé-marchandisation en lien avec un dés-encastrement.

Ce schéma illustre que l'on n'est jamais dans un dualisme, mais dans deux dimensions à la fois : la dimension objective et la dimension subjective des choses. Cette illustration est ce que l'on appelle une « bande de Möbius ». Vous prenez une bande de papier ou une ceinture, vous faites une torsion puis vous collez.

Vous imaginez une fourmi imaginaire qui va passer d'une dimension à l'autre sans jamais passer par le bord, c'est-à-dire, sans jamais avoir le sentiment de quitter une dimension pour une autre, et dans notre cas, de passer de la dimension objective (matérielle) à la dimension subjective (imaginaire).

Dans notre vie, nous ne distinguons pas les deux, qui se surdéterminent cependant l'un de l'autre. La dimension objective, matérielle (qu'est-ce que je gagne ?, quel est mon boulot ?, quel est mon statut ?), n'est pas séparée de ce qu'il y a d'imaginaire en nous (quelles sont mes valeurs ?, quelle est mon identité ?, qu'est-ce que je ressens ?, etc.). Nous ne les distinguons pas l'une de l'autre, alors que pourtant ce sont deux dimensions distinctes. On ne les différencie pas parce que nous circulons dans la vie sans jamais passer par le bord, lorsque nous allons de l'objectif au subjectif, et inversement.

Il nous semble que l'État social joue sur les deux facettes : la dé-marchandisation et le dés-encastrement. Quand il y a plus de solidarité, cela permet aux personnes de se dégager de leurs identités et de leurs appartenances collectives et de se construire de manière plus individuelle. Il y a également dans l'État social une dimension politique, c'est-à-dire que l'État social est indissociable de la démocratie¹¹, du conflit, de revendiquer ses droits à une égale liberté. L'État social est indissociable d'une citoyenneté sociale, du fait de revendiquer ses droits, de les négocier, à travers toute une série de dispositifs qui existent.

Nous pensons que ce qui s'est passé pendant la construction de l'État social – et donc aussi la construction du travail social –, c'est d'essayer d'aboutir à une sécurisation de l'existence, une réduction tendancielle des inégalités. Il ne faut pas dire que tout était rose dans les années 50, 60 ou 70, c'est loin d'être vrai, mais lors de cette période, les écarts les plus grands avaient tendance à se réduire. Et surtout, du fait de cette dynamique positive, il y avait une confiance dans l'avenir. Ce que le sociologue Emmanuel Wallerstein appelle l'« optimisme des opprimés ».

Il est évident qu'il est beaucoup plus facile d'accepter les duretés de la vie lorsque vous pensez que demain sera meilleur, que vos enfants vivront mieux que vous. Effectivement, dans les années 50 ou 60, un ouvrier de Jemeppe ou Seraing, par exemple, pouvait avoir un espoir légitime, raisonnable, que son fils ferait des études secondaires et que son petit-fils ferait des études universitaires.

Il est évident que dans ce cas là, vous abordez les difficultés de la vie de façon beaucoup plus positive que si vous vous dites que l'avenir est bouché, que vos enfants vivront moins bien que vous, ou que vous allez vivre moins bien qu'aujourd'hui. Nous pensons que c'est un aspect extrêmement important.

Alors évidemment, il y a eu le tournant «néolibéral»¹² dans les années 80, où on va avoir un changement de dynamique. Une mise en concurrence généralisée des individus et des états, tous considérés comme des entreprises en concurrence sur un marché. Donc, on va tout re-marchandiser, et ce qu'on pourrait définir comme un «néolibéralisme», c'est un darwinisme social, une sélection naturelle des plus performants, où on pense la vie comme une compétition, une espèce de *Master Chef* ou de *Koh Lanta* global où on commence avec cent personnes et à la fin, il n'en reste qu'un. Nous pensons que le «néolibéralisme», ce n'est pas la «main invisible», ce n'est pas l'idée que le marché va apporter la prospérité, c'est l'idée que la société doit constamment sélectionner les plus performants, et donc mettre les individus en concurrence, les États même, ainsi que les organisations, les écoles, les universités... et que c'est cette compétition qui permet de faire fonctionner la société. Et donc, on a assisté depuis le début des années 80, 90 à une re-marchandisation des acteurs socio-économiques les plus fragiles, il s'agit de les remettre sur le marché du travail le plus vite possible. Allonger les retraites, cela veut dire quoi ? Vous allez rester plus longtemps en concurrence les uns avec les autres, d'autant plus qu'il n'y a pas beaucoup de boulot pour les seniors, pour les plus âgés.

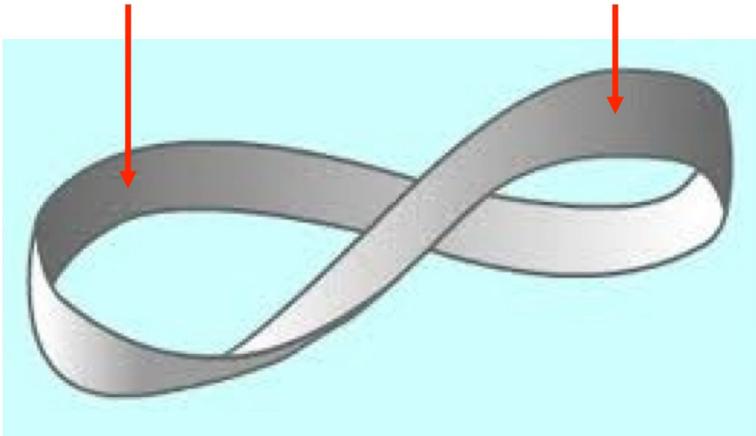
En même temps, on a assisté depuis les années 90 et 2000 à un ré-encastrement des individus dans les identités et dans les appartenances. On observe un ré-encastrement dans les appartenances religieuses, communautaires, nationalistes...

Donc, la bande de Möbius est partie dans l'autre sens. Moins de cohésion sociale et plus de repli sur les identités.

ÉTHIQUE ET TRAVAIL SOCIAL

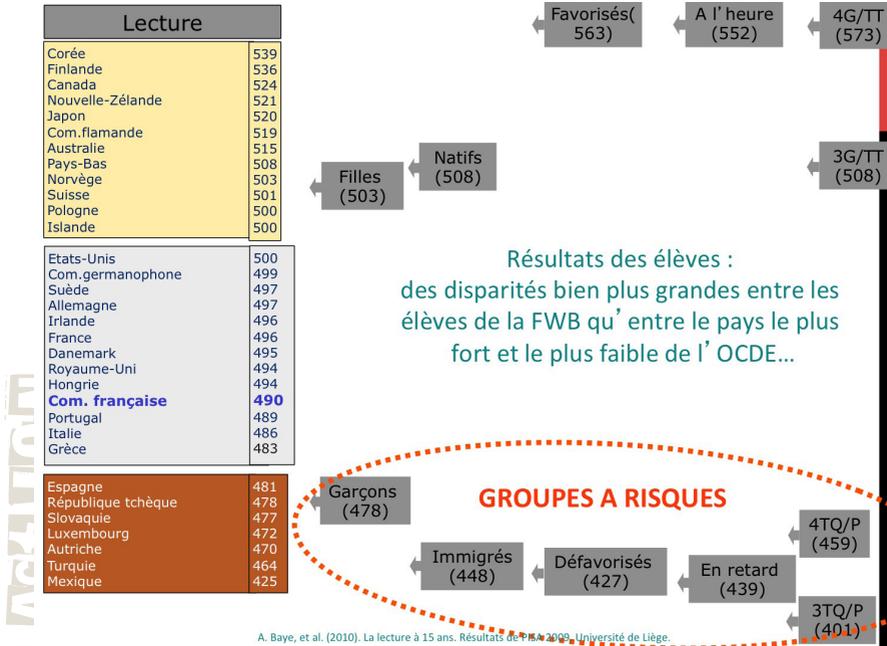
dimension « objective »
- cohésion sociale

dimension « subjective »
+ repli sur identités



Vous voyez que nous parlons en termes de dynamique, autrement dit nous n'affirmons pas que tout a changé du jour au lendemain, qu'avant tout était bien et que soudainement tout est devenu mauvais ! Nous parlons d'une dynamique qui s'est inversée. On pourrait comparer la période de la social-démocratie des années 45, 75, 80 et la période néolibérale. Sur le plan socio-économique, dans la social-démocratie, il y a plus de cohésion sociale et plus d'individualisme. C'est l'époque des droits des femmes, des droits des homosexuels, du déclin de la religion et de la nation. Cette période a débouché sur Mai 68, comme grande fête des libertés individuelles, en quelque sorte.

Le néolibéralisme, c'est sur le plan socio-économique «plus de concurrence», sur le plan culturel «plus d'identité collective», c'est le nationalisme, des communautarismes, toute la question du «retour du religieux». Si on avait dit aux acteurs de Mai 68 qu'on vivrait dans les années 2000 un retour du religieux, ils auraient fait des grands yeux en disant que ce n'est pas possible, et c'est pourtant le cas.



Il est intéressant de voir les résultats PISA.

On y voit que les résultats de notre enseignement de la Communauté française, sont mal classés parmi tous les autres pays de l'OCDE. Dans ce graphique, quand il y a 30 points, cela veut dire qu'il y a une année scolaire d'écart. Ici ce sont les résultats sur les tests de mathématique, grammaire, toutes les connaissances générales. La Communauté française est classée en bas, entre les Hongrois et les Portugais : ce n'est pas un résultat excellent et surtout, il est très inégalitaire.

On constate aux tests PISA que les filles réussissent mieux que les garçons. Il y a des tas d'hypothèses explicatives. On constate également un écart assez important entre les filles et les garçons, un écart encore plus important entre les étudiants d'origine belge et les étudiants d'origine immigrée, puis, il y a un écart de résultats encore plus important entre ceux qui sont dans des milieux favorisés et ceux qui sont dans des milieux socio-économiquement à indice faible.

Vous avez encore un plus grand écart entre ceux qui arrivent à l'heure et ceux qui arrivent en retard (en gros, ceux qui sont en décrochage scolaire). Ensuite, dans les résultats, on observe un écart encore plus grand entre les filières : le général, le technique de transition et le technique professionnel.

Nous avons donc un des enseignements le plus inégalitaire de l'OCDE, puisqu'ici, les étudiants les meilleurs sont situés tout en haut dans le classement international, et les étudiants les moins bons sont tout en bas de ce classement. Vous voyez sur ce graphique l'élément objectif «garçon + issus de l'immigration + milieu défavorisé socio-économiquement + en décrochage scolaire», et le lien avec l'élément subjectif : repli identitaire et un certain nombre de questions interculturelles qui peuvent se poser. Ceci pour vous montrer le lien entre les deux, et le fait que nous sommes dans une société qui ne réalise absolument pas la promesse d'égalité qui était la sienne au départ. Tout cela a été assez bien thématiqué par un sociologue, François Dubet, dans «Les places et les chances. Repenser la justice sociale» (Seuil, 2010).

DÉFIS ET MUTATION DE L'ÉTAT SOCIAL

Les changements de l'État social sont plus qualitatifs que quantitatifs. Il ne faut pas croire que l'État social diminue quantitativement. La part des prestations sociales dans le PIB continue de croître. Pour la Belgique et la France, c'est de 20 à 25 %, ces dernières années. Il faut voir où on est : Chili et Mexique, c'est 7% en termes de prestations sociales. Nous sommes évidemment dans la moyenne très haute. Donc, le changement est plus qualitatif que quantitatif.

C'est-à-dire qu'on a un système qui bascule de l'assurantiel vers l'assistantiel (par exemple, du chômage, vers le CPAS, puisque le chômage c'est un système assurantiel et le CPAS c'est un système assistantiel), et de l'assistantiel, j'ai envie de dire, vers le pénitentiel, c'est-à-dire au contrôle et à la sanction.

C'est cette bascule qui est évidemment inquiétante aujourd'hui, en plus d'une réelle menace sur les pensions, comme on le sait.

En ce qui concerne les nouveaux défis sociaux, si avant, la pauvreté était surtout le fait des âgés, aujourd'hui, elle est de plus en plus le fait des jeunes. 25% des moins de 18 ans vivent sous le seuil de pauvreté en Wallonie. Donc, un quart des jeunes de Wallonie vivent sous le seuil de pauvreté. Le problème des âgés sera de plus en plus le problème de la dépendance avec toute la question des maisons de soin et de repos, avec des défis en termes de financement qui sont colossaux. Il y a aussi d'autres défis colossaux que nous ne développerons pas ici : la féminisation du marché du travail, la question des migrations et des diasporas, l'automatisation et la robotisation du travail.¹³

L'approche assistantielle qui, comme nous le disions, devient de plus en plus pénitentielle en se manifestant par plus de contrôle, de prévention, dans une vision sécuritaire, où dans «sécurité sociale» le mot «sécurité» devient plus important que «social», où les problèmes sociaux structureaux sont traités comme des épreuves biographiques, des difficultés que les individus subissent – sous-entendu «de leur faute» - et non pas comme des mécaniques sociales structurelles, lorsque donc, la société est dans cette dynamique, le travailleur social s'y retrouve assez facilement placé dans des situations d'aliénation éthique (devoir faire des choses qu'il réprouve), sociale (un manque de reconnaissance) et culturelle (dans son travail de tous les jours, la réalité qu'il voit est dissociée de ce que l'on dit de cette réalité, dans la société).

PISTES

Nous terminerons avec quatre pistes. La première, c'est de peut-être envisager l'usager non pas comme quelqu'un qui reçoit une assistance, un soin ou une aide, mais comme étant lui-même acteur ou co-acteur de son émancipation. Donc, de concevoir le travail social - et cela vaut aussi pour le travail de l'éducation, de la pédagogie - comme «un travail avec» et non pas «un travail pour». Où il faut voir le travailleur social davantage comme un catalyseur, comme un médiateur évanouissant (un terme un peu savant ou poétique), c'est-à-dire quelqu'un qui doit à un moment donné disparaître, qui doit faire un travail de transition et non pas un travail en surplomb par rapport à l'individu. De ce point de vue là, nous avons une très grande méfiance à l'égard de toute l'idéologie du *care*¹⁰, où il y a aujourd'hui une tendance à considérer que notamment le travail social est un travail où on part des souffrances et où on conçoit le métier, notamment du travailleur social, comme un travail de réparation et de soin. Nous avons par rapport à cela beaucoup de réticence. Nous préférons parler «*du droit d'avoir des droits*», comme l'a thématiqué la philosophe Hannah Arendt, c'est-à-dire le droit de tout homme de s'affirmer comme citoyen, de revendiquer, participer, résister, voire désobéir¹⁵.

Deuxième piste : l'approche intégrée territoriale.

On a actuellement une approche «en silo», une approche «guichet», sectorielle. Nous pensons que toutes les initiatives de décloisonnement sont intéressantes, d'autant plus lorsqu'on réfléchit au niveau d'un territoire.

Ainsi, lorsqu'à la fois le FOREM, un centre d'intégration, les entreprises, d'autres acteurs sociaux vont se mettre ensemble sur un territoire pour voir ce qu'on peut faire pour, par exemple, lutter contre les discriminations dont les jeunes issus de l'immigration peuvent être victimes.

Une approche en territoire plutôt que sectorielle, un travail de coordination inter-institutionnelle. Ce qui suppose dans le travail social, de valoriser les compétences de gestion de conflits, d'animation de groupes et non pas de traitement de cas individuels. Ça rejoint évidemment le point précédent avec les allocataires comme co-acteurs de leur émancipation.

La troisième piste : ne jamais oublier que le travail social s'est intégré dans une dynamique de l'Etat social qui est une dynamique de changement social, de transformation à la fois des individus et de la société. Et nous pensons que c'est un des principaux défis du travail social aujourd'hui. Le travail social est face à une dynamique inverse, en quelque sorte. Or il ne faut jamais oublier qu'il est indissociable d'un changement social, qu'il est instituant, c'est-à-dire qu'il a aussi pour but de changer les individus, de les émanciper, et donc de changer aussi la société. Pour prendre les termes d'un philosophe, Jacques Rancière (1996), le travail social n'est pas seulement de la *police*, c'est-à-dire que l'ordre règne, qu'il y ait du contrôle, c'est aussi de la *politique*, c'est-à-dire de mettre du trouble, du conflit, de mettre du changement dans la société¹⁶. À ce moment là, passer de la résistance éthique¹⁷ à la création d'un *espace politique* au meilleur sens du terme, pour recenser, pour croiser toutes les pratiques innovantes et inspirantes.

Et puis, dernière piste : nous rêvons qu'il y ait quelque chose comme des «États Généraux du travail social». Nous voyons beaucoup de choses extrêmement intéressantes dans le travail social, des formes nouvelles. Nous voyons également d'énormes problèmes. Nous pensons que ce serait intéressant qu'en Belgique¹⁸, on organise quelque chose comme des États Généraux du travail social pour croiser à la fois les problèmes et les solutions.

NOTES

1. C'est de cette façon que l'armée française a été battue par l'armée allemande en 1940. Il n'y avait aucune compréhension entre l'état-major et le terrain. C'est également ainsi que l'URSS s'est effondrée, il y avait une complète dissociation entre ce que la tête du parti communiste disait et ce qui se passait concrètement sur le terrain.

2. Par exemple, les gens qui sont sur le terrain à la SNCB vous donneront de très bons exemples : on leur assigne des objectifs de gestion, puis sur le terrain, il y a des trains qui arrivent en retard, des gens qui sont mécontents, etc.

3. Ch. Dejours, *Travail : usure mentale*, Bayard, 2015.

4. Dejours a été l'un des premiers à attirer l'attention sur ceux-ci.

5. Par exemple, racisme de personnes d'origine marocaine vis-à-vis des Roms ou des Juifs, etc.

6. F. Ewald, *L'Etat-Providence*, Grasset, 1986.

7 A. Supiot, *L'esprit de Philadelphie. La justice sociale face au marché total*, Seuil, 2010

8. G. Esping-Andersen, *Les trois mondes de l'État-providence* (1999) (éd.révisée 2007) (qui se base lui-même sur un économiste Karl Polanyi, *La grande transformation* (1944), que nous ne développerons pas ici.

9. N. Fraser, Marchandisation, protection sociale et émancipation. Les ambivalences du féminisme dans la crise du capitalisme « (<http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/2-114.pdf>).

10. N. Fraser, *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, La Découverte, 2010.

11. Balibar Etienne (2012), *La proposition de l'égaliberté*, PUF, Paris. Selon Balibar, la démocratie est un «différentiel d'insurrection et de constitution, qu'aucune représentation purement formelle ou juridique de la politique ne peut résumer» (p. 20).

12. «Néolibéral» est entre guillemets parce que finalement qu'est-ce que ça veut dire ?

13. Cette transformation technologique conduit à des mutations énormes dans le mode de production. Toute une série de professions vont sans doute disparaître : cela va de la caissière des grandes surfaces au notaire, du routier au chirurgien. Toutes ces professions (y compris les professions de l'enseignement) vont avoir des mutations et sans doute, des baisses très fortes. Exemple : notre conférence est filmée et sera diffusée sur internet. Bientôt évidemment, comme on pourra faire des cours sur internet, quelle sera encore l'utilité des enseignants et présentsiels ?

14. Terme anglais qui signifie «les soins».

15. «Le déclin de l'Etat-Nation et la fin des droits de l'homme», in Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme* (1951), Quarto Gallimard, 2013, p.561-607. Cf. la très belle analyse de Justine Lacroix et Jean-Yves Pranchère, *Le procès des droits de l'homme*, Seuil, 2016, p.279 sq

16. J. Rancière, *La méésentente*, Galilée, 1996.

17. Et ici, on pense à l'exposé du Comité de Vigilance dans le Travail Social, représenté par Caroline Legrand (2015), C.D.G.A.I.

18. Comme ça a un peu existé en France.

BIBLIOGRAPHIE

Arendt Hannah, (1951, 2013) Chapitre «Le déclin de l'État-Nation et la fin des droits de l'homme», in *Les Origines du totalitarisme*, Paris, Coll. Quarto, Gallimard

Balibar Etienne, (2012), *La proposition de l'égaliberté*, Paris, PUF.

Baye Ariane, et al. (2010), *La lecture à 15 ans. Résultats de PISA 2009*, Université de Liège.

Dejours Christophe, (1980, 2015), *Travail, usure mentale*, Montrouge, Bayard.

Dubet François, (2010), *Les places et les chances. Repenser la justice sociale*, Paris, Seuil.

Esping-Andersen Gosta, (1990), *Les trois mondes de l'État-Providence. Essai sur le capitalisme moderne*, coll. Le lien social, Paris, PUF.

Ewald François, (1986), *L'État-Providence*, Paris, Grasset.

Fraser Nancy, (2010/3 - n° 114), «Marchandisation, protection sociale et émancipation. Les ambivalences du féminisme dans la crise du capitalisme», *Revue de l'OFCE*, Paris, Les éditions du Net.

<http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/revue/2-114.pdf>

Fraser Nancy, (2005), *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*, traduction et introduction par Estelle Ferrarese, coll. «Textes à l'appui/politique et sociétés», Paris, Éditions la Découverte.

Marshall Thomas Humphrey, (1950, 1992), *Citizenship and Social Class*, Londres, Pluto Press.

Pacte de solidarité sociale de 1944.

Polanyi Karl, (1944, 1983) *La Grande Transformation*, Paris, Éditions Gallimard.

Rancière Jacques, (1996), *La méésentente*, Paris, Galilée.

Supiot Alain, (2010), *L'esprit de Philadelphie. La justice sociale face au marché total*, Paris, Seuil.

Wallerstein Emmanuel, (2004), *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, Paris, La Découverte.

Le 24 octobre 2015, le C.D.G.A.I. a poursuivi les pistes ouvertes lors de la matinée de réflexion du 4 octobre 2014, en collaboration cette fois avec la Haute Ecole de la Province de Liège, Campus 2000.

En se référant au document «Ethique dans le travail social. Déclaration de principe», le C.D.G.A.I. a choisi de développer une des pistes de réflexion-action des participants à la matinée du 4 octobre 2014 : la problématique de la conscience éthique dans le travail social.

Edouard Delruelle politise ici les problèmes soulevés dans le travail social comme étant éthiques. Cela ne veut pas dire «faire de la politique» mais «placer les problèmes à un niveau politique où chacun fait ses choix et se détermine». Il distingue tout d'abord la morale de l'éthique, pour ensuite, évoquer les tensions auxquelles les travailleurs sociaux sont souvent confrontés. Penser l'Etat social, relever les défis et la mutation de l'Etat social, lui permettent enfin d'identifier quatre pistes de réflexions parmi lesquelles l'organisation, en Belgique, d'Etats généraux du Travail social pour croiser à la fois les problèmes et les solutions.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

ISBN 978-2-39024-082-2



9 782390 240822